

Commune de Saint Paul Cap de Joux

COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 1^{er} JUIN 2017

L'an deux mille dix-sept, le 1^{er} juin, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Paul Cap de Joux, convoqué le **23 mai 2017**, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie de Saint Paul Cap de Joux, sous la Présidence de Monsieur Laurent VANDENDRIESSCHE, Maire.

Présents : Michel BELAVAL, Corinne BOUTIÉ, Noël FERRAN, Sophie LACLAVERE, Danielle LANDEZ, Jean-Philippe MOULY, Nelly PINEL, Carole PUYELO, Annie VALERO, Laurent VANDENDRIESSCHE, Eric VERNHÈRES, Philippe VIALA, Thierry VIALARD.

Absents excusés : Marie-Françoise DURIS, Bernard BARDOU.

Secrétaire de séance : Michel BELAVAL.

ORDRE DU JOUR

1. Extension du cabinet médical – Point sur les travaux, validation des travaux supplémentaires
2. Adoption des statuts modifiés du SIAEP Vielmur-St Paul
3. Extension du périmètre de la CCLPA - rattachement des Communes de Missècle et de Moulayrès à compter du 1er janvier 2018
4. Demande de subvention complémentaire de l'école de Football Pays d'Agout
5. Convention avec l'association Cinécran 81
6. Renouvellement de la convention avec la Fédération des Œuvres Laïques du Tarn
7. Etude de faisabilité en vue de la restructuration d'un bâtiment industriel – Demande de subvention
8. Décisions modificatives
9. Organisation du scrutin des élections législatives
10. Questions diverses

M. le Maire propose l'approbation du compte-rendu de la séance du 26 avril 2017.

Le compte-rendu de la séance du 26 avril 2017 est adopté à l'unanimité des membres présents.

M. le Maire propose d'ajouter à l'ordre du jour la modification du plan de financement du projet « Ecole numérique » et la demande de subvention pour la mise en conformité de l'accessibilité d'un bâtiment communal, proposition acceptée à l'unanimité par les membres présents.

1) Extension du cabinet médical – Validation des travaux supplémentaires, modification du plan de financement (2017/31)

M. le Maire rappelle la délibération n°2017/08 du 16 mars 2017 modifiant le plan de financement du projet d'extension du cabinet médical.

M. le Maire propose de valider les travaux supplémentaires et de modifier le plan de financement :

- | | |
|---|---------------|
| ▪ Création d'une rampe d'accessibilité (SARL PMG) | 2 653.00 € HT |
| ▪ Pose de toile de verre et protections murales (RAU Jean-Pierre) | 1 936.40 € HT |

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide les travaux supplémentaires tels que décrits ci-dessus :

- Modifie le plan de financement comme suit :

Dépenses HT		Recettes	
Maçonnerie/Charpente/Façade	45 324,13 €	Région	27,75% 18 001,86 €
Menuiserie/Intérieur		Département	15,42% 10 000,00 €
SARL PMG		Commune	56,83% 36 865,75 €
Plomberie/Electricité	7 664,00 €		
SARL BM Chauffage			
Peintures	6 104,48 €		
RAU Jean-Pierre			
Honoraires	5 775,00 €		
(architecte, bureaux d'études)			
TOTAL	64 867,61 €	TOTAL	64 867,61 €

- Autorise M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

2) Adoption des statuts modifiés du SIAEP de Vielmur St Paul (2017/32) – Annexe 1

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 février 1952 portant création du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) de Vielmur St Paul ;
- Vu les arrêtés préfectoraux du 18 juillet 1957, du 28 décembre 1965, du 2 juillet 2007, du 25 mars 2014 portant modifications des statuts du SIAEP de Vielmur St Paul ;
- Vu les statuts du SIAEP en vigueur ;
- Vu la délibération du Comité syndical du SIAEP de Vielmur St Paul n°2017-9 datée du 19 avril 2017 ;
- Ouï le rapport de M. le Maire ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve la modification des statuts du SIAEP ci-annexés ;
- Approuve la délibération n°2017-9 du comité syndical en date du 19 avril 2017 ;
- Autorise M. le Maire à prendre toute décision nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

3) Extension du périmètre de la CCLPA – Rattachement des Communes de Missècle et de Moulayrès à compter du 1^{er} janvier 2018 (2017/33)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-18 du CGCT,

Vu la délibération en date du 13 décembre 2016 de la Commune de Moulayrès demandant son rattachement à la Communauté de Communes du Laurécois-Pays d'Agout,

Vu la délibération en date du 24 janvier 2017 de la Commune de Missècle demandant son rattachement à la Communauté de Communes du Laurécois-Pays d'Agout,

Vu la délibération n°2017/32 du 18 avril 2017 de la CC du Laurécois-Pays d'Agout approuvant l'extension du périmètre de la CCLPA par le rattachement des communes de Missècle et de Moulayrès au 1^{er} janvier 2018,

Monsieur le Maire précise aux membres de l'Assemblée que depuis plusieurs mois les communes de Missècle et de Moulayrès ont formalisé leur volonté de se retirer de la Communauté d'agglomération « Rabastinois-Tarn et Dadou-Vère-Grésigne-Pays Salvagnacois » pour être rattachées à la Communauté de Communes du Laurécois-Pays d'Agout. Ces communes justifient

leur position par la volonté de rejoindre une communauté de communes rurale qui est leur bassin de vie géographique, démographique et sociétal.

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre de l'élaboration du SDCI, il a été demandé à ces deux communes de ne pas sortir de la Communauté de Communes Tarn et Dadou par voie d'amendement au schéma mais de sortir, en attendant quelques mois de plus, par la voie de droit commun. Ceci afin de ne pas entraver la constitution de la future communauté d'agglomération « Rabastinois-Tarn et Dadou-Vère-Grésigne-Pays Salvagnacois ».

Monsieur le Maire précise ensuite qu'après notification aux communes membres de la délibération de la CCLPA qui a approuvé ce rattachement, les communes ont trois mois pour rendre leur avis. La majorité qualifiée des communes est requise. A défaut de délibération dans un délai de trois mois, la décision est réputée favorable.

Monsieur le Maire propose donc aux membres du Conseil Municipal d'approuver l'extension du périmètre de la CCLPA au 1^{er} janvier 2018 par le rattachement des Communes de Missècle et de Moulayrès.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve l'extension du périmètre de la Communauté de Communes du Lautrécois-Pays d'Agout,
- approuve le rattachement des Communes de Missècle et de Moulayrès à compter du 1^{er} janvier 2018,
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

4) Versement d'une subvention complémentaire à l'Ecole de Football du Pays d'Agout (2017/34)

M. le Maire expose que l'Ecole de Football du Pays d'Agout sollicite une subvention complémentaire pour faire face à un surcoût lié à la participation au tournoi « Challenge de Pentecôte » de l'AS Béziers suite à l'annulation de dernière minute du tournoi Philippe Mogeda organisé dans l'Aveyron.

Même si la participation demandée aux parents est augmentée, il reste un différentiel de 560 €.

M. le Maire propose d'accorder une subvention complémentaire de 400 € à l'Ecole de football pour permettre aux jeunes de participer à ce tournoi.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Attribue une subvention complémentaire de 400 € à l'Ecole de Football du Pays d'Agout,
- Charge M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

5) Convention avec l'association Cinécran 81 (2017/35) – Annexe 2

M. le Maire présente la nouvelle convention que Cinécran 81 souhaite établir avec les communes et les relais locaux.

Cette convention a pour but de définir clairement les engagements de chacune des trois parties autour des séances de cinéma.

M. le Maire rappelle que l'association INICI est le relais local sur la commune.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les termes de la convention à signer avec l'association Cinécran 81 ci-annexée ;
- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

6) Renouvellement de la convention « L'école rencontre les arts de la scène » avec la Fédération des Œuvres Laïques du Tarn (2017/36) – Annexe 3

Monsieur le Maire informe que la convention relative aux spectacles jeunes publics avec la Fédération des Œuvres Laïques du Tarn arrive à échéance le 30/06/2017.

Considérant l'intérêt pédagogique des spectacles proposés aux écoliers par le service culturel de la F.O.L., Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de renouveler la convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- Approuve les termes de la convention à signer avec la Fédération des Œuvres Laïques ci-annexée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} juillet 2017 ;
- Approuve le budget prévisionnel de ce programme et décide de participer à cette action selon la répartition suivante :

	Participation année scolaire		
	2017/2018	2018/2019	2019/2020
Tarif de base (prise en charge du transport par la FOL)	4.90 €	4.95 €	5.00 €
Si la FOL utilise une salle de la commune à titre gracieux	4.55 €	4.55 €	4.55 €
Si l'école se déplace à pied sur une salle de la commune	4.25 €	4.30 €	4.35 €
Si la mairie prend en charge le transport	3.75 €	3.80 €	3.85 €

- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

7) Demande de subvention pour la réalisation d'une étude de faisabilité en vue de la restructuration d'un bâtiment industriel (2017/37)

Monsieur le Maire propose de faire réaliser une étude de faisabilité pour restructurer la friche industrielle située avenue Laure Monsarrat.

L'étude porterait sur les travaux à réaliser sur le bâtiment existant en vue de le transformer en bâtiment de stock et sur les démarches à mettre en place dans le cadre du désamiantage.

M. le Maire présente la proposition de convention de prestation de services de Themelia d'un montant de 8 385 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- Approuve la convention de prestation de services de Thémélia en vue de la réalisation d'une étude de faisabilité pour la restructuration du bâtiment industriel situé avenue Laure Monsarrat ;
- Sollicite une subvention du Département et de la Région comme suit :

Dépenses HT		Recettes	
Etude de faisabilité	8 385,00 €	Région	25,28% 2 119,50 €
		Département	44,72% 3 750,00 €
		Commune	30,00% 2 515,50 €
TOTAL	8 385,00 €	TOTAL	8 385,00 €

- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

M. le Maire précise que si les subventions ne sont pas attribuées ce projet sera abandonné.

8) Assainissement – Décision modificative n°1 – Régularisation des amortissements (2017/38)

M. le Maire informe l'assemblée qu'il est nécessaire de prendre la décision modificative suivante pour régulariser les amortissements de l'exercice 2017 et solder les études réalisées sur le lagunage :

Article - Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
	<u>INVESTISSEMENT</u>		
2315	Immobilisations corporelles en cours	- 550.00 €	
203	Frais d'études	+ 550.00 €	
2818	Amortissements		+ 138.18 €
021	Vir. de la section de fonctionnement		- 138.18 €
	<u>FONCTIONNEMENT</u>		
6811	Dotation aux amortissements	+ 138.18 €	
023	Vir. à la section d'investissement	- 138.18 €	

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les virements de crédits indiqués dans les tableaux ci-dessus.
- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

9) Décision modificative n°1 – Ajustements budgétaires (2017/39)

M. le Maire propose à l'assemblée d'intégrer les subventions notifiées et d'amender certains postes budgétaires comme suit :

Article - Opération	Libellé	Dépenses	Recettes
<u>INVESTISSEMENT</u>			
2313-16009	Construction (<i>extension cabinet médical</i>)	4 000,00 €	
2183-16009	Matériel de bureau et informatique (<i>extension cabinet médical</i>)	6 320,00 €	
020	Dépenses imprévues	-4 060,00 €	
1341-17002	Subvention DETR (<i>équipement numérique école</i>)		3 090,00 €
1321-17002	Subvention réserve parlementaire (<i>équipement numérique école</i>)		3 170,00 €
TOTAL		6 260,00 €	6 260,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve les virements de crédits indiqués dans les tableaux ci-dessus.
- Autorise M. le Maire de signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette décision.

10) Questions diverses

Ecole numérique – Modification du plan de financement (2017/40)

M. le Maire rappelle la délibération n°2016/65 du 16 décembre 2016 validant la proposition d'acquisition de matériel numérique pour les classes du groupe scolaire et sollicitant une subvention au titre de la DETR 2017 et de la réserve parlementaire des sénateurs du Tarn.

M. le Maire présente les subventions octroyées et propose de valider le nouveau plan de financement :

Dépenses HT		Recettes	
Acquisition de matériel numérique <i>Equasys</i>	15 850,00 €	DETR 50,00%	7 925,00 €
		Réserve parlementaire 20,00%	3 170,00 €
		Commune 30,00%	4 755,00 €
TOTAL	15 850,00 €	TOTAL	15 850,00 €

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte le plan de financement tel que décrit ci-dessus ;
- Dit que les crédits nécessaires à la dépense sont prévus au Budget 2017,
- Autorise M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Mise en conformité accessibilité bâtiment communal – Création d'une rampe d'accès (2017/41)

Considérant la nécessité de mettre en conformité l'accessibilité du bâtiment communal abritant le cabinet médical, M. le Maire rappelle le devis d'un montant de 2 653 € HT et propose de solliciter une subvention auprès des sénateurs au titre de la réserve parlementaire.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Valide le plan de financement suivant :

Dépenses HT		Recettes	
Création d'une rampe d'accès <i>SARL PMG</i>	2 653,00 €	Réserve parlementaire 62,76%	1 665,00 €
		Commune 37,24%	988,00 €
TOTAL	2 653,00 €	TOTAL	2 653,00 €

- Dit que les crédits nécessaires à la dépense sont prévus au Budget 2017,
- Autorise M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Malfaçons réseau assainissement Avenue du Relai

L'entreprise RIGAL TP a réalisé des travaux de création de réseau unitaire d'assainissement en 2009/2010 sur lequel nous venons de constater des malfaçons. L'entreprise Rigal TP a depuis cessé son activité, nous avons donc saisi l'assurance décennale de l'entreprise.

Les malfaçons constatées :

- Un branchement est conforme mais il débouche dans un regard siphonné ; la cloche du siphon obstrue partiellement l'arrivée des eaux usées mais suffisamment pour créer un dysfonctionnement de l'installation.
- Un autre branchement s'est fait en dessous du fil d'eau de l'égout principal ce qui crée des odeurs persistantes et une « mini » fosse septique.

INICI

M. le Maire informe que le bureau de l'association a subi quelques modifications, Mmes Alice Séon et Raymonde Bénaben sont désormais coprésidentes.

L'association organise comme à l'accoutumée la Fête de la Musique le 21 juin.

Mme Alice Séon souhaiterait bénéficier de la salle St Paulaise en soirée pour l'organisation des réunions d'informations thématiques.

Considérant la gêne que cela peut occasionner pour les riverains, le Conseil municipal maintient l'interdiction de l'utilisation de cette salle en soirée.

Il est précisé par ailleurs que cette salle est moins isolée que la salle des fêtes et donc plus onéreuse à chauffer.

EHPAD La Grèze de Montdragon

M. le Maire fait un point sur la situation :

- Le groupe de travail constitué par la CCLPA a rencontré plusieurs acquéreurs potentiels
- Une association, « Touche pas à la maison de retraite de Montdragon », a été créée dans le but de défendre le statut public de l'EHPAD
- Une rencontre avec le Président du Département du Tarn, le Directeur de l'ARS du Tarn, Laurent Vandendriessche et les membres de l'exécutif de la CCLPA a été organisée. Aucun représentant de l'ARS n'est venu.

Thierry Carcenac a fait état de plusieurs points :

- très souvent, lors des cessions de maison de retraite le prix de journée augmente
- problématique du personnel de la maison de retraite qu'il faudrait reclasser en cas de refus de changement de statut
- la CCLPA devra rembourser 500 000 € de subvention au Département en cas de cession
- suggestion de solliciter plus largement les subventions de l'Etat pour faire face aux investissements de la CCLPA (l'enveloppe du FSIL est passée de 7.4 à 9.5 millions d'euros)
- Possibilité de différer certains investissements ? La solution de la location d'un hangar plutôt que la construction des locaux techniques devait être à l'étude.
- Certaines communes pourraient se regrouper pour acheter cette maison de retraite, auquel cas la vente devrait se traiter de la même façon que la vente de la salle des sports de Vielmur, soit au prix de l'emprunt restant dû.

M. le Maire précise qu'il serait difficile d'envisager la vente de ce bien si le personnel n'adhère pas à ce projet.

Centrale hydroélectrique

L'investissement pour le raccordement de la centrale sur le secteur de la Régie municipale (au lieu d'ERDF) semble trop important pour que cela se réalise.

M. Gironnet, architecte des Bâtiments de France, a rendu un avis défavorable au projet de permis de construire de M. Milon. M. Gironnet est venu sur place et juge ce projet inesthétique et a fait plusieurs prescriptions pour que le projet s'intègre mieux dans le paysage.

Budgets CCLPA

M. le Maire présente le récapitulatif des comptes administratifs 2016 des différents budgets de la CCLPA.

Association Yakafer

M. le Maire fait part de sa rencontre avec Mme Juillard de l'association YAKAFER. Cette association est en recherche de local pour donner des dispenser des cours payants (8 € la ½ heure).

Concours photo

Philippe Viala présente le projet d'affiche et de règlement relatif au concours photo « Le clic du patrimoine Saint Paulais ».

Proposition validée à l'unanimité.

Repas avec le personnel

Il est décidé de retenir la date du samedi 16 septembre 2017 pour organiser le repas avec le personnel.

Accès à la Rivière « Les Gaurels »

M. le Maire présente le plan de situation du lieu-dit « Les Gaurels » à proximité de la rivière.

Un chemin communal arrive presque au bord de l'Agout ; M. le Maire propose d'étudier la possibilité d'acquérir une partie de la parcelle appartenant à M. Jean-Claude Bardou et de l'autoriser à chiffrer cette éventuelle acquisition (prix du terrain, bornage et frais de notaire).

Le Conseil municipal accepte cette proposition.

Projet Aéroclub de Graulhet

M. le Maire fait part du projet de manifestation de l'aéroclub de Graulhet pour célébrer le centenaire de la création de la liaison Toulouse-Barcelone, liaison qui sera la première branche de la ligne l'Aéropostale « Toulouse-Dakar ». A cette occasion Gaston Vedel sera largement mis en exergue et l'association demande si la commune de Saint Paul souhaite s'associer à cette manifestation qui se déroulera en 2018 ; le budget prévisionnel est de 10 000 €.

Le Conseil municipal pré-valide le partenariat à hauteur de 1 000 € maximum.

Actions Croix Rouge

- M. Jean Carensac, administrateur de la Croix-Rouge Française, a remis la Médaille de Solférino à l'association Histoire et Culture du Pays d'Agout pour le spectacle « Tutti Fratelli, hommage à Henri Dunant » le vendredi 19 mai 2017, à Saint Paul Cap de Joux.
- La Croix Rouge organise une campagne de sensibilisation auprès des Saint Paulais à raison de 3 jours maximum sur la période du 26 juin au 22 juillet 2017. Cette campagne a pour objectif de trouver de nouveaux soutiens réguliers mais ne fera pas l'objet d'une quête.

Pétition contre l'implantation d'un Carrefour Market

Carole Puyelo a entendu parler d'une pétition contre le projet d'installation d'un centre commercial à Vielmur sur Agout.

M. le Maire explique que la CCLPA envisage d'acquérir du terrain supplémentaire et d'étendre la zone d'activités économiques de Borio Novo ; le projet d'implantation d'un Carrefour Market a été présenté en réunion de Bureau à la CCLPA.

M. le Maire informe qu'il s'est fortement opposé à ce projet qui nuira aux commerces de proximité.

Inscriptions séjours enfance/jeunesse CCLPA

Corinne Boutié rend compte du ressenti de certains parents qui ont participé au "Forum d'inscription" qui s'est déroulé le lundi 22 mai à 20h30 à la Maison du Pays à Serviès.

Pour s'inscrire aux séjours de l'été 2017, les parents devaient participer à ce forum puisqu'il ne pouvait pas y avoir de pré-inscription.

Or il s'avère que ces parents ont été témoins que des pré-inscriptions avaient eu lieu. Même si ces parents ont eu satisfaction quant à l'inscription de leurs enfants au séjour souhaité, ils n'ont pas trouvé très « élégant » ce traitement de faveur.

Calendrier des réunions

- Commission information et communication : lundi 12/06 à 18h00 et lundi 19/06 à 20h30
- Conseil municipal : 29/06 à 20h30

Fin de séance.

ANNEXE 1

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE VIELMUR ST PAUL STATUTS

ARTICLE 1^{ER} CONSTITUTION DU SYNDICAT

En application des Articles L5211-1 et suivants et des Articles L5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé entre les communes de

- Carbes
- Cuq
- Damiatte
- Fiac
- Frejeville
- Guitalens – L'Albarède
- Jonquieres
- Puycalvel
- St Paul Cap de Joux
- Servies
- Teyssode
- Viterbe
- Vielmur sur Agout

un syndicat qui prend le nom de

**Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Vielmur St
Paul S.I.A.E.P. Vielmur St Paul**

ARTICLE 2 OBJET

Le Syndicat a pour objet la production et l'alimentation en eau potable des communes adhérentes et la gestion des équipements.

ARTICLE 3 COMPETENCES

Le Syndicat assure l'exploitation ainsi que les financements (investissements) nécessaires à la production, au traitement, au stockage et à la bonne distribution de l'eau aux abonnés. Le Syndicat peut être propriétaire d'un réseau en dehors du ressort territorial des collectivités adhérentes.

Le Syndicat peut en outre exercer, en lien avec ses missions et à titre accessoire :

- Pour le compte des communes membres :

- Assurer la pose et l'entretien de poteaux d'incendie placés sur le réseau d'eau potable du syndicat. Ces prestations se feront au nom et pour le compte des communes concernées.
- Assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux nécessitant une coordination avec des travaux entrepris par le syndicat pour ses propres ouvrages, dans le respect des dispositions relatives à la maîtrise d'ouvrage publique.
- Réaliser des prestations de services pour faire face à des situations exceptionnelles dans le cadre de la solidarité intercommunale (tempêtes, coupures d'électricité, mesures d'urgence...).

- Pour le compte d'autres communes ou collectivités situées en périphérie du réseau d'eau potable du syndicat :

- Réaliser des prestations de services dans les conditions fixées à l'article L 5211-56 du code général des collectivités territoriales. Ces prestations concernent la pose et l'entretien des poteaux d'incendie placés sur des extensions du réseau d'eau potable du syndicat.
- Réaliser des travaux sur les réseaux d'eau potable dès lors qu'il y a carence de l'initiative privée ou publique.
- Intervenir et fournir un service sur les communes non adhérentes au Syndicat dans diverses compétences.

ARTICLE 4 SIEGE

Le siège du Syndicat est fixé à

4 chemin de Varagnes
81 220 Guitalens – L'Albarède

ARTICLE 5 DUREE

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

ARTICLE 6 COMITE SYNDICAL

Le Comité Syndical est composé de délégués élus par les Conseils municipaux des communes adhérentes.

Chaque commune est représentée au sein du comité par deux délégués titulaires.

Les communes désignent chacune deux délégués suppléants, appelés à siéger au Comité syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement du ou des délégués titulaires.

ARTICLE 7 BUREAU

Le Bureau est composé d'

- un Président
- un ou plusieurs Vice-Présidents, dans la limite de 30% de l'effectif du Comité syndical
- un ou plusieurs membres du Comité syndical
- un Secrétaire.

ARTICLE 8 DISPOSITIONS FINANCIERES

1. Toutes les dépenses du Syndicat s'équilibrent dans un budget principal consacré à cet effet.
2. Le Syndicat assume seul le financement des opérations suivantes. Il mobilise tous les concours et les subventions envisageables sur ces opérations.
 - Opération de renforcement ou de réhabilitation des ouvrages de prélèvement et de production.
 - Opération de renforcement ou/et de maillage permettant l'amélioration du service.
 - Opération de renouvellement sur le réseau et les ouvrages associés.

Pour toute autre opération, une convention sera signée entre le Syndicat et la commune demandeuse.

3. Les ressources du Syndicat sont constituées
 - des produits tirés de la vente de l'eau.
 - des produits de ses prestations accessoires (abonnements, prestations dont la liste est définie chaque année...).
 - des subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, des établissements publics, de la région, du département et des communes dans les cas prévus par la loi.
 - le revenu des biens meubles et immeubles.
 - des contributions des communes, des opérateurs fonciers ou des particuliers dans les cas prévus par la loi.
 - des dons et legs.
 - des produits des taxes, redevances ou contributions correspondant aux services assurés.
 - des emprunts

4. Les fonctions de receveur du S.I.A.E.P. Vielmur St Paul sont assurées par le receveur de St Paul Cap de Joux.

ARTICLE 9 MODIFICATION DU PERIMETRE

1. Extension de périmètre : adjonction de nouvelles communes

Conformément aux dispositions de l'Article L5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, le périmètre du Syndicat peut être étendu postérieurement à sa création par arrêté du ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements concernés.

La modification est subordonnée aux délibérations concordantes du Comité syndical et du ou des conseils municipaux des communes dont l'admission est envisagée.

Le conseil municipal de chaque commune membre du Syndicat dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification de la délibération du Comité syndical au maire, pour se prononcer sur l'admission envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

2. Réduction de périmètre : retrait de communes

Conformément aux dispositions de l'Article L5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, une commune ne peut se retirer du Syndicat sans l'accord du Comité syndical.

Le conseil municipal de chaque commune membre du Syndicat dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification de la délibération du Comité syndical au maire, pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable.

ARTICLE 10 REGLEMENT INTERIEUR

Le Syndicat adoptera un règlement intérieur qui définira les règles propres au fonctionnement interne du Comité syndical, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 11

Les présents statuts modifiés sont annexés aux délibérations des conseils municipaux décidant la modification des statuts du S.I.A.E.P. Vielmur St Paul.

ANNEXE 2

CONVENTION

Entre :

- l'association CINÉCRAN81,
représentée par sa Présidente Cathy Boissonnade, d'une part,
- le relais local, représenté par Zalifaou Bernes,
- et la commune de Saint-Paul-Cap-de-Joux, représentée par son Maire Laurent Vandendriessche d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

1. Engagement de CINÉCRAN 81

- Assurer 6 projections de films par an à Saint-Paul-Cap-de-Joux, entre janvier et décembre.
- Assurer la programmation des films en accord avec la/les personnes relais au niveau local.
- Assurer la projection des films programmés ; acheminer, monter, démonter le matériel dans la salle prévue pour la projection des films.
- Fournir le matériel publicitaire du film (s'il est disponible).
- Assurer la billetterie des entrées, dans le respect de la législation en vigueur.

2. Engagement du relais local

- Participer à la programmation, en fonction des propositions mensuelles du programmeur de Cinécran 81.
- Se charger de l'organisation de la séance en garantissant la présence effective d'au moins une personne une heure avant l'horaire du début de séance (pour aider la/le projectionniste à décharger / monter / démonter / recharger le matériel et pour l'animation éventuelle de la séance).
- Diffuser l'information, afficher le matériel publicitaire.

3. Engagement de la commune

- Mettre à disposition de Cinécran 81 une salle dédiée à la projection des films, et devant correspondre aux critères de logistique et de sécurité déterminés par le projectionniste de Cinécran 81.
- Dans le cas où la commune joue le rôle du relais local, elle devra également répondre aux engagements évoqués dans l'article 2.

4. Engagements financiers

- Adhésion à l'association CINECRAN 81 par l'organisateur (relais local ou commune) : cotisation annuelle de 50 €.
- attribution d'une subvention communale annuelle de soutien de 500 €, pour contribution à l'animation cinématographique de la Commune par Cinecran 81. Cinécran 81 pourra être amené, au fil du temps, à ré-évaluer le montant de cette subvention en fonction des variations des charges d'exploitation auxquelles elle fait

face.

5. Renouvellement

- La présente convention se renouvellera d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception, au plus tard le 30 octobre de l'année en cours.

Fait à Albi , le 03/05/2017, en trois exemplaires originaux.

Pour CINECRAN 81,
la Présidente, Cathy Boissonnade

Pour la commune, Laurent Vandendriessche

Pour le relais local, Zalifaou Bernes



RESEAU ZIG Z'ARTS TARN

L'ECOLE RENCONTRE LES ARTS DE LA SCENE

L'éducation artistique et culturelle, la rencontre avec la création contemporaine concourent à l'épanouissement de chacun et à la formation du citoyen.

L'ambition du Réseau **ZIG Z'ARTS TARN** grâce au partenariat entre la Ligue de l'enseignement - FOL 81, le Conseil Départemental et les collectivités territoriales du Tarn est de participer à ces missions, en proposant des spectacles de qualité.

Cette convention contribue à la rencontre des enfants Tarnais avec le spectacle vivant qui demeure un espace de questionnement subtil où l'enfant peut affûter son regard, aiguïser son écoute, vivre des émotions, développer son esprit critique, acquérir des repères, alimenter son imaginaire et nourrir son intelligence.

CONVENTION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Mme/M.

Maire de la commune de.....

Adresse :.....

CP :..... Ville :

@Mail (***pour envoi des factures***) :

agissant en cette qualité et en exécution de la délibération du Conseil Municipal du

Monsieur Jean-Claude Arnaud, Président de La Ligue de l'enseignement - FOL 81.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

La commune et la Ligue de l'enseignement - FOL 81 concluent une convention triennale commençant le **30/06/2017** et finissant le **30/06/2020**.

Par la présente convention, La Ligue de l'enseignement - FOL 81 s'engage à organiser des spectacles de genres divers : théâtre, marionnettes, contes, contes musicaux, contes chorégraphiques, etc.... pour les écoles de la localité, dans le respect des articles qui suivent.

En contre partie, la commune de s'engage à verser à la Ligue de l'enseignement - FOL 81 une participation annuelle dont le montant est précisé à l'article 2 de la présente convention.

La Ligue de l'enseignement - FOL 81 s'engage à présenter deux spectacles durant l'année scolaire en maternelle et élémentaire soit un spectacle entre septembre et fin janvier et un spectacle de février à fin juin.

Le tarif s'entend par enfant et par spectacle.

	Participation année scolaire 2017-2018	Participation année scolaire 2018-2019	Participation année scolaire 2019-2020
Tarif de base (prise en charge du transport par la FOL)	4,90 €	4,95 €	5,00 €
Si la F.O.L utilise une salle de la commune <i>à titre gracieux</i>	4,55 €	4,55 €	4,55 €
Si l'école se déplace à pied vers une salle de la commune	4,25 €	4,30 €	4,35 €
Si la mairie prend en charge le transport	3,75 €	3,80 €	3,85 €

1. La mairie peut mettre une salle, à titre gracieux, à disposition de la Ligue de l'enseignement - FOL 81 disposant d'un noir possible par des matériaux réglementaires, d'un chauffage efficace et silencieux, d'une scène, de chaises, avec la possibilité d'utiliser la technique son et lumière, et la mise à disposition d'un employé communal si nécessaire. (cochez la case correspondante) :

☐ OUI ☐ NON

2. La mairie prend en charge le transport (cochez la case correspondante) :

☐ OUI ☐ NON

- Fin octobre, pour la 1^{er} période,
- Fin décembre, pour la 2^{ème} période,
- Fin février, pour la 3^{ème} période,
- Fin avril, pour la 4^{ème} période,
- Fin juin, pour la 5^{ème} période.

La mairie s'inscrit pour (cochez la case correspondante)

- ☐ 2 spectacles pour la crèche
- ☐ 2 spectacles pour le cycle 1
- ☐ 2 spectacles pour le cycle 2
- ☐ 2 spectacles pour le cycle 3

ARTICLE 3 :

La Ligue de l'enseignement - FOL 81 prendra en charge les frais de déplacement occasionnés par les spectacles, et s'occupera de l'organisation du transport sauf si la mairie souhaite s'en charger (l'Article 2.2).

ARTICLE 4 :

La Ligue de l'enseignement - FOL 81 s'engage à assurer à la date prévue les différentes représentations sauf cas de force majeure et garantit la qualité professionnelle des comédiens et des techniciens engagés.

ARTICLE 5 :

Un exemplaire de la présente convention sera renvoyé à la Ligue de l'enseignement - FOL 81 dûment signé par le Maire.

ARTICLE 6 :

La participation complémentaire des élèves spectateurs fixée annuellement reviendra intégralement à la Ligue de l'enseignement - FOL 81 qui aura à sa charge le paiement de toutes taxes et droits afférents à ces manifestations (T.V.A, S.A.C.D, SACEM, ...etc.). Elle figurera sur la plaquette de la programmation éditée chaque saison culturelle et adressée aux enseignants des écoles.

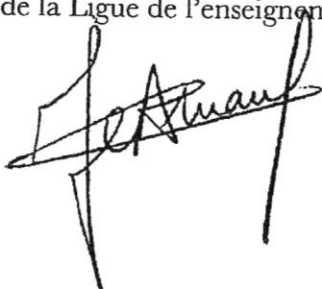
ARTICLE 7 :

Une assurance concernant la « Responsabilité civile » organisateur de spectacles sera souscrite par la Ligue de l'enseignement - FOL 81 et couvrira les spectacles, et les jeunes spectateurs.

ARTICLE 8 :

La présente convention pourra être résiliée avant son expiration en cas d'infractions ou d'inexécutions répétées des présentes clauses, et après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage...). Dans le cas d'une baisse significative des subventions perçues par la Ligue de l'Enseignement du Tarn - Fol 81, celle-ci se réserve le droit de proposer un avenant comportant une nouvelle grille tarifaire (cf. article 2).

Monsieur Jean-Claude Arnaud
Président de la Ligue de l'enseignement - FOL 81



Madame/Monsieur.....
Maire de la commune de.....

Fait à Albi, le...06/04/2017...

Fait à, le

